

Point de Presse du Conseil d'Etat

11 janvier 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. Charles Beer, vice-président du Conseil d'Etat

Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève internationale.....	4
Prise en charge de la drépanocytose au Bénin	4
Déjeuner avec le président du World Economic Forum	4
Genève	5
Malaise au sein de la police : mise au point	5
Adoption du projet de loi sur la culture.....	5
Nouvelle gouvernance des instances touristiques.....	6
Adoption du règlement d'application de la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles	7
105 nouveaux logements à Carouge	7
Création d'une zone de développement 3 au lieu-dit « Trèfle-Blanc » à Lancy	8
Déclassement pour créer 140 nouveaux logements au Petit-Saconnex.....	8
Loi sur l'énergie : nouveaux prix de référence pour déterminer la baisse prévisible des charges	9
Contrôle des piscines et bains publics	9
Compétence d'approbation des règlements et de décisions de l'ACG déléguée au DIM	10
Rétablissement des Proxibus : les communes doivent se déterminer	10
Aide financière à l'association AMAmusique	11
Soutien au Musée international de la Réforme.....	11
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Carouge.....	11
Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Plan-les-Ouates	12
Deux conseillers municipaux élus sans scrutin dans la commune de Corsier	12
Entrée en vigueur de lois	13
Agenda des invitations à la presse	14

Prise en charge de la drépanocytose au Bénin

Le Conseil d'Etat a accordé à l'organisation [Médecins du Monde Suisse](#) un montant total de 370'000 francs pour la période 2012-2014.

Ce financement doit permettre l'ouverture d'une structure décentralisée en soutien au [Programme national de renforcement et de lutte contre la drépanocytose](#) au Bénin. Cette nouvelle structure vise à améliorer l'offre de soins et de prise en charge médicale des femmes enceintes et des nourrissons atteints de drépanocytose en vue d'une réduction du taux de mortalité et du nombre de malades.



La drépanocytose est une maladie génétique touchant la synthèse de l'hémoglobine. Elle est particulièrement fréquente dans les populations d'origine africaine subsaharienne, des Antilles, d'Inde, du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen. On estime que 50 millions d'individus en sont atteints dans le monde. Actuellement, il n'y a pas de traitement curatif. L'essentiel de la prise en charge repose sur la prévention des complications, notamment infectieuses, ainsi que le traitement des événements aigus lorsqu'ils surviennent.

Pour toute information complémentaire : Mme Vanessa Mengel, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.

Déjeuner avec le président du World Economic Forum

Une délégation du Conseil d'Etat a été reçue par M. Klaus Schwab, président du World Economic Forum (WEF), dans le cadre d'un déjeuner de travail au cours duquel ont été évoqués différents enjeux liés à l'activité économique et financière.

Le World Economic Forum est une organisation internationale indépendante basée à Cologny (Genève), qui promeut la création de partenariats entre décideurs pour mettre en place des agendas globaux et régionaux dans le domaine économique.

Malaise au sein de la police : mise au point

Le Conseil d'Etat exprime son total soutien et sa confiance à la cheffe du département de la sécurité, de la police et de l'environnement. Il rappelle que des accords ont été signés en juin 2010 et que leur mise en œuvre doit être terminée. Il rappelle également que la réorganisation de la police genevoise (projet Phénix) a été lancée et doit se poursuivre. En effet, ce projet répond à des nécessités sous l'angle du socle sécuritaire comme sous l'angle de l'organisation des missions de la police et de sa présence sur le terrain pour répondre notamment aux attentes de la population.

Le gouvernement considère que les mesures annoncées en ce début de semaine par le syndicat des gendarmes (UPCP) sortent du cadre légal et sont sans rapport avec les problèmes dont se plaignent certains fonctionnaires de police. Le Conseil d'Etat a décidé de convoquer la hiérarchie de la police et de lui demander :

- d'analyser la légalité des actions ou des menaces d'actions ;
- le cas échéant de faire des propositions de sanctions et de mesures pour rétablir l'ordre et la discipline au sein du corps de police ;
- de faire une analyse précise des revendications des représentants des policiers.

Par ailleurs, le gouvernement demeure ouvert à tout dialogue constructif.

Pour toute information complémentaire : Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat, en contactant M. Laurent Paoliello, DSPE, ☎ 079 935 86 75.

Adoption du projet de loi sur la culture

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi sur la culture qui affirme une nouvelle ambition pour la culture à Genève. Ce projet de loi renforce le rôle du canton dans la mise en œuvre d'une politique culturelle et pose le cadre de la concertation en la matière sur l'ensemble du territoire.

Les principales innovations du projet de loi sont les suivantes :

- marquer la détermination du Conseil d'Etat en formalisant ses orientations stratégiques pour la culture dans le programme de législature ;
- engager fortement le canton dans les institutions culturelles d'intérêt stratégique ;
- assurer la concertation entre collectivités publiques, notamment à travers une nouvelle répartition des compétences ;

- organiser avec la Ville de Genève et les autres communes la consultation des milieux culturels par la création d'un Conseil de la culture ;
- introduire le principe d'une prévoyance sociale pour les artistes ;
- confier une nouvelle responsabilité au canton en matière d'infrastructures et de lieux culturels ;
- garantir l'accès à la culture, y compris par la formation et la sensibilisation ;
- doter le canton des moyens financiers qui lui permettent de mettre en œuvre les principes énoncés par la loi et d'accomplir les tâches conférées.

Le projet de loi est le fruit des travaux menés par la délégation du Conseil d'Etat à la culture sur l'avant-projet de loi sur les arts et la culture rédigé par la Commission d'experts indépendants (CELAC) nommée par le Conseil d'Etat en mai 2009. Ce texte avait fait l'objet d'une consultation en 2010 auprès des acteurs culturels, des partis politiques et des communes genevoises. 90% des personnes ayant répondu à la consultation se sont déclarées « très satisfaites » de l'avant-projet de loi.

Dès septembre 2011, M. Charles Beer a également rencontré les principaux partenaires du canton, à savoir la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises, mais aussi le Rassemblement des artistes et acteurs culturels (RAAC, voir [FAO du 25 novembre 2011](#)), pour leur présenter le nouveau projet de loi. Le texte adopté ce jour s'est donc enrichi de leurs réflexions sur la politique culturelle du canton, laquelle requiert la collaboration de tous les acteurs concernés. Le contexte actuel est propice à cette révision très complète de la [loi sur l'accès et l'encouragement à la culture](#), qui date de 1996. La grande majorité des acteurs concernés est convaincue de la nécessité d'une concertation sur la culture au niveau cantonal.

[Historique du projet de loi sur la culture](#) (cliquer pour suivre le lien).

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Nouvelle gouvernance des instances touristiques

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant la [loi sur le tourisme](#) ayant pour but de réformer la gouvernance des institutions touristiques genevoises.

Ce projet de loi vise à simplifier et à clarifier la gouvernance des instances touristiques. Partagé entre la Fondation pour le tourisme et l'association Genève Tourisme & Congrès, le schéma de gouvernance actuel souffre en effet d'une complexité importante. Cela génère un manque de clarté sur la ligne stratégique, une gestion fragmentée des fonds alloués au tourisme et une lourdeur des processus décisionnels.

Le projet prévoit l'intégration de l'association Genève Tourisme & Congrès par la Fondation pour le tourisme. La fondation de droit privé reprenant le patrimoine de l'association Genève Tourisme & Congrès portera le nom de Fondation Genève Tourisme & Congrès. Cette entité unique assumera la gestion de la totalité des ressources affectées au tourisme genevois.

Cette réforme simplifie considérablement la gouvernance du tourisme. Elle clarifie non seulement la direction et les structures du tourisme, mais permet également d'accroître l'engagement et la responsabilisation des instances décisionnelles. La création d'une instance de conseil unique, composée de représentants des milieux économiques et touristiques ainsi que des autorités publiques concernées, permettra d'assurer le contrôle sur l'ensemble des orientations et actions dans le domaine de la promotion touristique.

La nouvelle fondation exécutera les tâches anciennement dévolues aux deux organismes. Les statuts de l'actuelle Fondation pour le tourisme seront modifiés afin de doter la future fondation du cadre juridique nécessaire lui permettant d'assumer l'ensemble de ses missions, droits et obligations et de préserver son autonomie opérationnelle. La composition du futur conseil de fondation doit assurer une représentation équilibrée des milieux économiques et des autorités publiques concernées, à savoir l'Etat de Genève, la Ville

de Genève ainsi que les autres communes genevoises. Ce projet n'aura pas d'incidence sur les taxes sur le tourisme.

Sous réserve de l'adoption du texte de loi par le Grand Conseil, la loi sur le tourisme modifiée entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013, en même temps que l'entrée en fonction de la Fondation Genève Tourisme & Congrès.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 58.

Adoption du règlement d'application de la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application de la loi sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD). La LIPAD a été profondément modifiée par le Grand Conseil le 9 octobre 2008, par l'ajout d'un volet « protection des données » à la législation sur la transparence de l'activité des institutions publiques, et par une coordination renforcée entre ces deux domaines et celui de l'archivage, qui dispose d'une loi *ad hoc* depuis l'année 2000.

Le nouveau règlement, adopté suite à une large consultation, précise et met en œuvre de nombreuses dispositions nouvelles de la LIPAD et fixe des règles d'organisation et de procédure tant pour l'information spontanée du public et la réponse à des requêtes individuelles d'accès à des documents déterminés qu'en ce qui concerne la protection des données personnelles, dont un important volet traite de la vidéosurveillance.

Diverses problématiques sont abordées en lien avec la manière de concilier le recours aux nouvelles technologies, la protection des données personnelles, le respect des secrets protégés par la loi, la transparence des institutions mais également leur efficacité. Dans la ligne de la LIPAD, le nouveau règlement privilégie une approche fine et non dogmatique en posant des jalons et des procédures destinés à concilier au mieux les intérêts parfois antagonistes en présence. Le règlement abroge entièrement deux règlements devenus obsolètes, notamment le règlement d'exécution de la loi sur les informations traitées automatiquement par ordinateur, du 22 décembre 1982, et apporte des modifications à treize autres règlements du [recueil systématique genevois](#).

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

105 nouveaux logements à Carouge

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur des terrains situés entre les rues de Veyrier et des Moraines, à Carouge. Le périmètre, constitué de dix-sept parcelles en propriété privée, d'une superficie totale de 8490 m², est situé en zone de développement 3.

Le projet propose la création d'un bâtiment de cinq étages sur rez-de-chaussée. Cent cinq logements sont prévus dans les étages, tandis que le rez-de-chaussée sera affecté à un équipement public communal ou à des activités commerciales et/ou administratives. Le projet prévoit également la construction d'un parking souterrain de 65 places : 53 destinées aux habitants, sept aux activités et cinq aux visiteurs.

Le Conseil municipal de Carouge a préavisé favorablement ce projet le 24 mars 2011. La procédure d'opposition ouverte du 19 octobre au 18 novembre 2011 n'a suscité aucune opposition.



Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

Création d'une zone de développement 3 au lieu-dit « Trèfle-Blanc » à Lancy



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi instituant une zone de développement 3 sur des terrains situés le long de la route de Saint-Julien, entre le chemin du Trèfle-Blanc et la route de la Chapelle, à Lancy.

Le périmètre de ce projet de modification des limites de zones jouera, dans un proche avenir, un rôle significatif en raison de sa situation à la charnière de différents quartiers appelés à se développer fortement : La Chapelle-Les Sciers, Lancy-Sud et Praille-Acacias-Vernets. Le [plan directeur cantonal](#) prévoit un système structuré autour du réseau des transports publics et le [plan directeur de quartier La Chapelle-Les Sciers](#) envisage de développer une centralité de quartier ou d'agglomération en lien avec des équipements majeurs, notamment la gare CEVA (Cornavin–Eaux-Vives–Annemasse). La partie sud-ouest du secteur sera réservée à un équipement public. Il pourrait s'agir d'une patinoire, ce secteur ayant été retenu comme l'un des deux périmètres propices à accueillir une telle infrastructure.

La future gare de Carouge-Bachet de la liaison ferroviaire CEVA, la présence de plusieurs lignes de tramway et de bus, la route de Saint-Julien et la proximité de la sortie autoroutière assurent à ce secteur une accessibilité optimale, dont il s'agira de tenir compte en vue de son développement.

Le Conseil municipal de la commune de Lancy a favorablement préavisé ce projet en date du 18 février 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Déclassement pour créer 140 nouveaux logements au Petit-Saconnex

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi en vue de créer à l'avenue Trembley, au Petit-Saconnex (Ville de Genève), une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public et une zone des bois et forêts. D'une superficie de 25'940 m², le périmètre se situe actuellement en partie en zone 5 (villas) et en partie en zone de verdure.

Le projet proposé présente un potentiel d'environ 140 nouveaux logements. Le projet de plan localisé de quartier élaboré conjointement afin de définir les aménagements de ce secteur permettra de fixer précisément la densité du périmètre au regard des contraintes du site.

Le projet est conforme aux principes d'aménagement dans la couronne périphérique de l'agglomération urbaine du plan directeur cantonal, qui préconise la création de nouvelles zones de développement sur certains secteurs déjà bâtis de la zone destinée aux villas, bien desservis par les transports publics et ayant un niveau d'équipement suffisant. Il respecte également la volonté de maintenir et mettre en valeur les espaces verts.

Une enquête publique a eu lieu du 7 mars au 6 avril 2011. Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement ce dossier le 2 novembre 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, Office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Loi sur l'énergie : nouveaux prix de référence pour déterminer la baisse prévisible des charges

Le Conseil d'Etat a approuvé le prix moyen par agent énergétique utilisé pour le calcul de la baisse prévisible des charges qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

La [loi sur l'énergie](#) prévoit en effet que les propriétaires de logements soumis à la [loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation \(LDTR\)](#) ont la possibilité de reporter sur les loyers une partie des coûts des améliorations énergétiques. Ce report tient compte de la baisse prévisible des charges des locataires résultant de l'amélioration énergétique. Le calcul de cette baisse prévisible des charges repose sur un prix moyen de l'énergie qui doit être déterminé une fois l'an par le Conseil d'Etat.

Le prix moyen utile à la détermination du montant de la baisse prévisible des charges énergétiques est le suivant :

- mazout : 2,22 centimes par mégajoule
- gaz naturel : 1,95 ct/MJ
- chaleur à distance produite à partir du gaz : 2,83 cts/MJ
- électricité alimentant les pompes à chaleur : 4,99 cts/MJ
- électricité alimentant des chauffages directs : 5,29 cts/MJ
- chaleur à distance du réseau Cadiom : 1,41 ct/MJ
- pellets de bois : 1,88 ct/MJ
- chaleur à distance produite à partir du bois : 3,19 cts/MJ

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service de l'énergie, DSPE, ☎ 022 327 93 64.

Contrôle des piscines et bains publics

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement relatif au contrôle sanitaire des piscines et bains publics dans le but de transférer le contrôle des piscines du service de l'écologie de l'eau au service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV).

Ce changement vise à coordonner et à regrouper, au sein de la direction générale de la santé, l'intégralité des compétences liées aux contrôles des piscines. En effet, le pharmacien cantonal est déjà compétent pour délivrer les permis relatifs à l'emploi des désinfectants pour l'eau des piscines publiques. Le médecin cantonal intervient, quant à lui, pour interdire la baignade dans les piscines lorsque les conditions d'hygiène ne sont pas respectées. Confier le contrôle sanitaire des piscines au SCAV permet ainsi d'attribuer la responsabilité de l'ensemble de ces tâches publiques à une seule direction générale.

Ce transfert de compétences anticipe les modifications annoncées dans le [projet de loi fédérale modifiant la loi sur les denrées alimentaires et les objets usuels \(LDAI\)](#). Ce projet prévoit en effet que l'eau de baignade – à l'exception des eaux de ruisseaux, de rivières et de lacs – entre dans la catégorie des objets usuels au sens du droit fédéral, objets dont le contrôle relève de la compétence du chimiste cantonal, qui est aussi, à Genève, le directeur du SCAV.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrick Edder, chimiste cantonal, SCAV, DARES,
☎ 022 546 56 00.*

Compétence d'approbation des règlements et de décisions de l'ACG déléguée au DIM

Le Conseil d'Etat a décidé de déléguer au département de l'intérieur et de la mobilité (DIM) la compétence d'approbation des règlements et de certaines décisions de l'[Association des communes genevoises \(ACG\)](#).

Suite à l'entrée en vigueur, le 25 janvier 2011, des articles 60A et suivants de la [loi sur l'administration des communes](#) conférant un statut de droit public à l'ACG, le Conseil d'Etat doit approuver les règlements et des décisions prises par cette dernière au titre de l'art. 27, al. 2 de la [loi sur le renforcement de la péréquation financière intercommunale et le développement de l'intercommunalité](#). Le nombre des actes de l'ACG devant faire l'objet d'une approbation étant relativement élevé, l'ordre du jour du Conseil d'Etat s'en trouve chargé.

Une délégation de la compétence d'approbation de règlements et décisions susmentionnés au DIM permet d'alléger l'ordre du jour du Conseil d'Etat. Cette délégation repose sur l'art. 2 al. 3 de la [loi sur l'exercice des compétences du Conseil d'Etat et l'organisation de l'administration](#), et le Conseil d'Etat garde la capacité d'évocation des dossiers particulièrement sensibles pour approbation.

Cette délégation de compétence s'apparente à celle, d'ores et déjà en vigueur, pour l'approbation des délibérations communales.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Rétablissement des Proxibus : les communes doivent se déterminer

Le Conseil d'Etat a adopté deux rapports au Grand Conseil relatifs aux deux pétitions s'élevant contre la suppression des Proxibus dans certains secteurs du réseau TPG (P 1765 et P 1768). Il rappelle que, suite à cette invite, le Conseil d'Etat a donné mission à la direction générale de la mobilité (DGM) d'étudier la remise en service des Proxibus supprimés (zones sud et est) ainsi que la mise en place d'une nouvelle zone (rive droite), en prévoyant un cofinancement des Proxibus par les communes concernées.

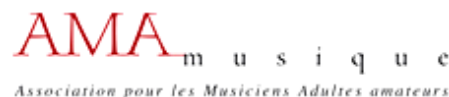
Sur cette base, des propositions ont été faites aux communes, en collaboration avec l'Association des communes genevoises (ACG) et les transports publics genevois (TPG). Celles-ci prévoyaient que le canton prenne à sa charge près des deux tiers des dépenses d'exploitation, à savoir 1,78 million sur un total estimé (valeur 2010) de 2,88 millions de francs, le solde devant être réparti entre les différentes communes desservies.

A ce jour, aucun consensus, aussi bien sur la pertinence de la desserte proposée que sur le financement, n'a pu être trouvé entre les différentes communes. L'ACG a donc demandé que le canton étudie plus précisément les besoins des communes concernées et propose des solutions alternatives en fonction des résultats obtenus.

En l'absence d'adhésion des communes sur la proposition du canton, le Proxibus n'a pas été rétabli en décembre 2011. Le Conseil d'Etat indique que l'étude de solutions alternatives pourra être entreprise dans le cadre du plan directeur des transports collectifs 2015-2018.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, directeur a.i. des transports collectifs, DGM, DIM,
☎ 022 546 78 38.*

Aide financière à l'association AMAmusique



Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant de 25'000 francs pour 2011 à l'association [AMAmusique](#).

Destinée à soutenir cette association œuvrant en faveur de la formation des musiciens amateurs adultes, cette aide permettra à l'AMAmusique de faire face à une phase de transition suite à l'entrée en vigueur du [nouveau dispositif de l'enseignement artistique de base](#). Elle contribuera à la réorganisation des activités de l'association en vue d'un financement autonome des actions en faveur des musiciens amateurs adultes.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP,
☎ 022 546 69 55.*

Soutien au Musée international de la Réforme

Le Conseil d'Etat a octroyé au [Musée international de la Réforme \(MIR\)](#) une aide financière d'un montant total de 20'000 francs pour les années 2011 et 2012.

Cette aide est destinée à contribuer au partenariat entre le MIR et le département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) en vue de favoriser auprès des élèves de l'enseignement primaire, du cycle d'orientation et de l'enseignement postobligatoire la connaissance historique de Genève et la compréhension de l'impact de la Réforme sur la Genève d'aujourd'hui.

*Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Hélène Dubouloz Schaub, secrétaire adjointe, DIP,
☎ 022 546 69 55.*

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Carouge



Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Carouge du 20 octobre 2011 relative à l'ouverture d'un crédit de 73'100 francs afin d'octroyer à chaque conseiller administratif non réélu une indemnité unique équivalente à 3/12 de leur indemnité annuelle en tant que conseiller administratif.

La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- signatures déposées : 1707
- signatures contrôlées : 1510
- signatures validées : 1351

Le nombre de 1330 signatures valables requis par la [Constitution](#) (art. 59, al. 1, let. c) pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté.

La date de la votation communale à Carouge sur cet objet sera fixée ultérieurement par arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Plan-les-Ouates



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Catherine Hostettler**, élue sans scrutin, à la fonction de conseillère municipale de la commune de Plan-les-Ouates.

Mme Hostettler remplace M. Philippe Lüscher, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Les Verts ».



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Deux conseillers municipaux élus sans scrutin dans la commune de Corsier



Le Conseil d'Etat a proclamé MM. **Morgan Badoud** et **Alain Rifat**, élus sans scrutin, à la fonction de conseillers municipaux de la commune de Corsier sur la liste « Entente ».

Conformément à la [loi sur l'administration des communes \(LAC\)](#), les magistrats communaux dans les communes de plus de 800 habitants ne peuvent siéger simultanément au Conseil municipal et à l'exécutif.

Mme Catherine Ferro et M. Bertrand Pictet ayant été [élus à l'exécutif de la commune de Corsier le 23 octobre 2011](#), deux sièges sont restés vacants sur la liste « Entente » au sein du Conseil municipal.

La [loi sur l'exercice des droits politiques \(LEDP\)](#) stipule qu'en cas de vacance sur une liste électorale, la majorité des signataires de la liste initiale soumet dans le délai prescrit le nom de candidat en remplacement.



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Entrée en vigueur de lois

Loi	AUTEUR	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 18.11.2011, modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (A 5 05) (L10879)	Conseil d'Etat	Samedi 14 janvier 2012 (lendemain de la publication dans la FAO).
Loi du 18.11.2011, ouvrant un crédit d'étude de 5'600'000F en vue de l'agrandissement et de l'équipement de l'établissement fermé de La Brenaz (L10842)	Conseil d'Etat	Samedi 14 janvier 2012 (lendemain de la publication dans la FAO).
Loi du 18.11.2011, ouvrant un crédit d'investissement de 27'491'000F pour l'acquisition du bâtiment édifié par la Caisse cantonale genevoise de compensation en droit de superficie sur la parcelle N° 3162 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, propriété de l'Etat de Genève (L10853)	Conseil d'Etat	Samedi 14 janvier 2012 (lendemain de la publication dans la FAO).

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
12 janvier 11h30	Vernissage présentant les résultats du concours des espaces publics autour de la gare CEVA de Chêne-Bourg	Point Favre 6, avenue F.-A. Grison 1225 Chêne-Bourg	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
17 janvier 14h00	Charles Beer rencontre tous les professionnels et partenaires de l'école, de la culture et du sport pendant deux jours à Onex	Café Communautaire Service jeunesse et action communautaire 2, rue des Evaux 1213 Onex	DIP Ville d'Onex	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18
19 janvier 18h00	Vernissage présentant les résultats du concours des espaces publics route de Meyrin-CERN.	Globe de la science et de l'innovation du CERN	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
23 janvier 10h30	Mesures de protection du patrimoine	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel de Ville, 1204 Genève	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25